



KEENAN-WALCOTT

PRIORITÉS DE PLATEFORME

Rédigé par
Candidats à la chefferie:
Anna Keenan et Chad Walcott
[.fr.KeenanWalcott.ca](http://fr.KeenanWalcott.ca)



UN MOT D'ANNA ET CHAD

Nous pensons qu'il est temps de changer les valeurs d'une générationnelle.

Pendant trop longtemps, nous avons élu et été dirigés par des partis politiques qui exploitent les profondes divisions au sein de nos communautés et de notre société. Leur approche cynique de la politique a placé la recherche du profit au-dessus de la santé de nos communautés et a utilisé des politiques de division pour nous maintenir divisés. Elle a amené une grande partie de la population, des deux côtés de l'échiquier politique, à se méfier des institutions et des structures mêmes qui maintiennent le contrôle des citoyens sur notre démocratie.

Cependant, les fissures apparaissent clairement dans la philosophie économique actuelle qui a dominé les 40 dernières années. Le mot "crise" est devenu un mot que nous sommes maintenant trop habitués à entendre, que ce soit dans le domaine des soins de santé, du logement, du climat, de l'inflation ou de la santé mentale des jeunes.

Aujourd'hui plus que jamais, nous devons nous concentrer sur la construction de communautés saines et trouver les domaines et les questions qui nous unissent. Nous devons entretenir une éthique non violente consistant à "ne pas faire de mal" et nous efforcer de prendre soin de chacun, en particulier de ceux qui ont le plus besoin de soutien et de gentillesse.



Nous devons investir patiemment dans des solutions à long terme, et pas seulement des pansements, afin de traiter les maux sous-jacents de notre société.

Nous devons accorder une plus grande valeur à l'altruisme qu'à la concurrence lorsque nous construisons notre économie et planifions notre société.

Et pour faire tout cela, nous devons nous engager dans une démocratie plus robuste et la construire, afin que la politique redevienne sensible à la volonté du peuple.

C'est l'approche verte. La santé et le bien-être. La communauté. Responsabilité. La gentillesse. La démocratie.

Le moment est venu pour les valeurs vertes de prendre une place centrale dans la politique et la société canadiennes. Les Canadiens cherchent des solutions pour sortir de la stagnation politique. Ensemble, nous avons l'intention de montrer au Canada que le Parti Vert est organisé, présent et pertinent. Cette décennie est l'occasion pour notre Parti de briller.

Avec votre aide et votre soutien, nous pouvons changer le paradigme et créer ensemble un Canada plus fort, plus inclusif et plus durable.

– Chad Walcott & Anna Keenan

À PROPOS DE CE DOCUMENT

Nous savons que pour que le Parti Vert soit un moteur de changement dans la politique canadienne, nous devons nous concentrer. Mener des campagnes soutenues sur un nombre limité de priorités à la fois est plus susceptible d'aboutir à des résultats décisifs, que de dépenser notre énergie à commenté chaque question de notre livre de politique complet. En se concentrant, les Verts peuvent diriger le cycle des nouvelles, au lieu d'y réagir.

Le rôle d'un chef est non seulement de connaître les politiques créées par les membres, mais aussi de prendre l'initiative de décider de la meilleure façon de communiquer ces politiques, afin qu'elles trouvent un écho auprès des électeurs canadiens. Nous avons été à l'écoute : les politiques que nous priorisons ci-dessous ont été élaborées à partir de ce que nous avons trouvé comme écho auprès des membres tout au long de cette campagne de chefferie.

Notre approche est à la fois *fondée sur des principes et pragmatique*. Nous avons recherché des politiques qui :

- Répondre aux besoins et préoccupations pressants des électeurs d'aujourd'hui (notamment le coût de la vie et la crise des soins de santé), élargissant ainsi l'audience de notre parti
- Peut faire une différence dans la vie des Canadiens aujourd'hui, et
- Créer un élan vers des changements de valeurs écologiques transformateurs à plus long terme.

"Si nous voulons que les gens se préoccupent de la fin du monde, nous devons leur montrer que nous nous préoccupons de la fin du mois".

- Najib Jutt

Par conséquent, nous recherchons des politiques intersectionnelles qui créent des situations gagnant-gagnant, en faisant progresser à la fois le bien-être à court terme, et la durabilité à long terme, main dans la main.

Les politiques ci-dessous sont un point de départ pour la discussion sur les priorités, et non une fin. Grâce à des discussions continues avec les membres et la société civile, nos priorités évolueront et resteront d'actualité.

En tant que chefs, nous construirons une plateforme complète, prête pour les élections, avec notre Cabinet Fantôme, dans un processus qui engage les membres et remplit les responsabilités constitutionnelles de cet organisme. Tout en reconnaissant que la mise en place d'un gouvernement vert au Canada pourrait prendre encore quelques cycles électoraux, nous travaillerons avec une équipe élargie afin de visualiser et de nous aligner sur la série de changements que les Verts apporteraient "si nous formions le gouvernement aujourd'hui".



PRIORITÉS POLITIQUES

05



Action climatique audacieuse



L'économie du bien-être



Approfondir notre démocratie

ACTION CLIMATIQUE AUDACIEUSE

06

Les Verts envisagent un Canada qui a cessé de se soumettre à l'escalade constante des prix du gaz et aux factures monopolistiques des services publics d'électricité, où les Canadiens économisent chaque mois de l'argent sur l'électricité, le chauffage et les transports.

Dans un Canada vert, l'électricité est fournie par des systèmes de production d'énergie 100 % renouvelable appartenant à des intérêts locaux et publics. Des réseaux électriques intelligents et de haute technologie gèrent intelligemment la demande, les réseaux de batteries dans les bâtiments et les véhicules électriques étant chargés lorsque les prix de l'électricité sont les plus bas. Ces systèmes décentralisés sont résilients face aux catastrophes naturelles.

La planification et le zonage ont changé. Au lieu de l'étalement urbain, les municipalités sont constituées de quartiers "15 minutes" : un plus grand nombre de personnes vivent dans des logements collectifs et multigénérationnels, et elles peuvent se rendre à pied ou à vélo à moins de 15 minutes de chez elles pour faire leurs courses, aller à l'école, au travail ou aux loisirs, ou accéder aux services essentiels. Des transports publics efficaces et de qualité permettent à un plus grand nombre de familles canadiennes de ne pas avoir à supporter le fardeau financier que représente la possession d'une voiture, tout en vivant bien.

Dans un Canada vert, tous les nouveaux bâtiments produisent autant d'énergie qu'ils en consomment chaque année. Les propriétaires de vieilles maisons peuvent obtenir des prêts sans intérêt pour financer des améliorations énergétiques qui réduisent les coûts d'énergie. Les locataires sont également protégés de la hausse des coûts des services publics grâce aux normes d'efficacité énergétique que les propriétaires doivent respecter. Lorsque des guerres éclatent dans des régions éloignées du monde, provoquant des pics du coût du mazout, les Canadiens sont protégés, car nous avons déjà investi dans l'efficacité et les sources de chaleur alternatives.



Dans un Canada vert nos vastes zones rurales et sauvages, toutes les forêts anciennes restantes et les écosystèmes sensibles des zones humides sont désormais protégés de façon permanente. Les nations autochtones jouissent d'un statut égal dans toutes les décisions concernant l'utilisation des terres de la Couronne, tout comme les gouvernements municipaux, provinciaux et fédéraux - y compris la possibilité d'imposer leur veto. Les normes environnementales ont été régulièrement améliorées dans les secteurs de la foresterie et de l'agriculture, afin de soutenir la biodiversité et la santé des écosystèmes, tout en produisant des produits de haute qualité.

Dans un Canada vert, les agriculteurs ont été soutenus, tant sur le plan pratique que sur le plan financier, pour passer à des méthodes régénératrices qui renforcent le carbone du sol dans l'exploitation. Une transition progressive vers des protéines végétales dans l'alimentation humaine a réduit la demande globale de terres agricoles. Un plus grand nombre de propriétaires fonciers ont choisi de reboiser pour créer des puits de carbone, et ont été bien rémunérés pour cela. Les chaînes d'approvisionnement locales ont été renforcées, et les revenus agricoles ont été protégés, grâce à l'essor des coopératives de transformation agricole appartenant aux producteurs dans nos communautés rurales.

Priorités pour une action climatique audacieuse

Le courage de réglementer les industries des combustibles fossiles

- Non-prolifération des combustibles fossiles, au niveau national et international : pas de nouveaux projets de combustibles fossiles.
- Un environnement réglementaire ferme pour les entreprises de charbon, de pétrole et de gaz, afin de respecter les budgets carbone. Si elles ne peuvent pas le faire, les faire passer sous contrôle public, pour le bien public.
- Réorganiser les ministères fédéraux actuels, ECCC et RNCAN pour créer un ministère du climat et de la transition énergétique (MCTE) et un ministère de la terre et de l'environnement.
- Taxer les bénéfices exceptionnels des compagnies pétrolières et gazières pour financer la transition.

Soutenir les travailleurs et les communautés de première ligne pendant la transition

- Soutien du revenu et subventions d'une durée limitée pour les travailleurs, les municipalités et les Premières nations afin d'assurer la transition des industries et de diversifier les économies locales.
- Offrir un enseignement supérieur gratuit dans les domaines des métiers et des soins de santé, afin de remédier aux pénuries industrielles.

Relier les communautés, pour réduire les émissions dues aux transports

- Doubler de façon permanente le Fonds du Canada pour le développement des collectivités (FCDC), avec des critères pour soutenir l'excellence en matière de planification municipale et de transport public et actif.
- L'établissement d'un Centre d'excellence en design urbain, une ressource indépendante que les municipalités pourront consulter lorsqu'elles amélioreront leurs plans d'aménagement du territoire et d'infrastructure.
- Le financement fédéral d'un projet pilote de service d'autobus interurbain à haute fréquence, 100 % électrique, pendant deux ans dans chaque province, afin d'en prouver la faisabilité et, finalement, de financer le train à grande vitesse dans le corridor Windsor-Québec.



Permettre à tous - même aux locataires - de bénéficier des améliorations énergétiques

- Améliorer le code national de la construction pour exiger que toutes les nouvelles constructions et les rénovations importantes respectent les normes "net zéro".
- Des certificats énergétiques (comme en Europe) pour chaque unité locative et chaque vente de propriété résidentielle.
- Une norme minimale d'efficacité énergétique pour les logements locatifs, améliorée tous les deux ans, et un accès élargi au programme de prêts pour les maisons plus vertes du Canada, afin de soutenir ces améliorations.

Solutions climatiques terrestres

- Protection fédérale permanente de toutes les forêts anciennes et de toutes les zones humides.
- Augmenter le financement du Fonds d'adaptation et d'atténuation des catastrophes (DMAF) pour soutenir l'atténuation des incendies de forêt, les systèmes d'évacuation des eaux pluviales respectueux de l'environnement, la restauration des zones humides, des rivages et des bassins versants, et l'adaptation de l'agriculture aux conditions de sécheresse.
- Encourager la transition vers une agriculture et une nutrition à plus faible teneur en carbone et à base de plantes en modifiant les subventions, et en réglementant et en tarifiant les émissions de méthane provenant de l'agriculture animale de la même manière que le dioxyde de carbone provenant des combustibles fossiles.
- Soutenir financièrement les agriculteurs qui réussissent à créer du carbone dans le sol et à réduire l'utilisation d'engrais azotés, ou qui reboisent des terres agricoles abandonnées.

L'ÉCONOMIE DU BIEN-ÊTRE

10

Dans notre marche sans fin vers la croissance perpétuelle, nous avons perdu de vue les domaines qui sont essentiels au maintien de notre société.

L'idée néolibérale selon laquelle le succès et la valeur globale d'un pays sont mesurés par son produit intérieur brut (PIB) commence à faire long feu. Nous savons que le PIB ne prend pas en compte le bien-être réel de la population, il comptabilise simplement sa productivité. C'est cette logique qui valorise le profit au détriment des personnes qui nous a conduits tout droit vers les multiples crises auxquelles notre pays tente aujourd'hui de faire face.

Pendant que les gouvernements canadiens successifs se préoccupaient de la croissance du PIB, ils n'ont pas veillé à ce que les gens puissent être en bonne santé et bien portants. Les services sociaux ont été réduits à l'infini. Les coupes dans les soins de santé et le manque de planification à long terme ont laissé notre système médical dans un état de stress perpétuel, que la pandémie n'a fait qu'exacerber. Nos infirmières sont épuisées, surchargées de travail et sous-payées, et les chèques de paie de chacun ne valent plus autant en raison de l'inflation galopante. Ces problèmes ont un effet aggravant : les problèmes de santé mentale n'ont jamais été aussi nombreux, et les soutiens nécessaires font cruellement défaut.

Il est temps que nous accordions une plus grande importance au bien-être de notre société. Les performances économiques d'un pays devraient être jugées en fonction de la capacité de ses citoyens à maintenir une qualité de vie élevée, en termes de santé, de bonheur, d'accessibilité financière et de communauté.



Nous pouvons faire de la prise en charge de nos soignants une priorité, au lieu de simplement attendre de nos médecins et infirmières qu'ils fassent des miracles année après année avec des ressources insuffisantes. Notre santé mentale et physique devrait être primordiale et ne jamais être sacrifiée à l'économie. Le logement devrait être un droit et la pauvreté devrait être considérée comme un fléau pour notre pays, à éliminer en élevant les gens.

Pour ce faire, nous devons nous éloigner de la logique du néolibéralisme et élaborer un nouveau paradigme qui place la dignité humaine au cœur de nos politiques. C'est le Canada que la plupart des Canadiens souhaitent, nous devons simplement être assez courageux pour le nommer, et assez concentrés pour y travailler, étape par étape.



Une économie qui donne la priorité aux personnes

Définir la "bonne vie" - une mesure du bien-être

- Mise en place d'un tableau de bord du bien-être pour le Canada afin de remplacer le PIB comme mesure du succès et de mesurer la mise en œuvre par le Canada des 17 objectifs de développement durable des Nations unies.

La santé avant tout : revigorer notre système de santé universel

- Il est temps de revoir en profondeur le modèle canadien de prestation des soins de santé, en reconnaissant que les soins de santé sont de compétence provinciale, mais qu'ils sont en crise dans chaque province. Dans un pays aussi riche que le Canada, nous devrions être en mesure de fournir des soins de classe mondiale de façon constante, sans compromettre les principes d'universalité et d'intérêt public.
- S'attaquer aux pénuries de personnel : revaloriser les salaires des infirmières et des auxiliaires médicaux dans les cliniques, les hôpitaux et les établissements de soins de longue durée, rationaliser le processus et couvrir les coûts de l'autorisation d'exercer des médecins et infirmières formés à l'étranger ; investir pour créer davantage de places en résidence médicale, en particulier dans les régions rurales du Canada.
- Un cadre d'autorisation pancanadien, comme le préconise l'Association médicale canadienne, pour permettre au personnel de passer plus facilement d'une province à l'autre.
- Prendre soin de notre corps tout entier, à toutes les étapes de la vie : intégrer tous les services de santé dans un système unifié : Assurance-médicaments, santé mentale, soins de la vue, soins dentaires, soins à domicile et soins de longue durée.

Les maisons sont pour les gens, pas pour les spéculateurs

Reconnaissant que la crise du logement n'est pas simplement le résultat de l'offre et de la demande, mais le résultat de politiques qui ont permis au logement de devenir une marchandise, il est temps de changer. Les investisseurs peuvent trouver d'autres endroits où réaliser des profits, sans faire grimper le coût du logement pour nous tous.



Deux interventions clés avec des avantages à court terme pour l'accessibilité au logement :

- Supprimer les exonérations fiscales accordées aux fiducies de placement immobilier (FPI) et les soumettre au taux normal d'imposition des sociétés, soit 38 %, comme le recommande le Bureau de l'avocat fédéral du logement
- Créer une réglementation nationale sur les locations à court terme (AirBnBs) afin de s'assurer que les échappatoires fiscales sont supprimées, que le partage des données est obligatoire et que les plateformes de location sont responsables du respect des réglementations municipales, comme le recommande Generation Squeeze

Commencez dès maintenant, pour un bénéfice à moyen et long terme :

- Utiliser les recettes fédérales provenant de la suppression des échappatoires fiscales sur le marché du logement, pour investir directement dans des logements non marchands de haute qualité (publics et coopératifs), comme cela a été largement fait au Canada jusqu'en 1993.

Soutenir la communauté des personnes handicapées :

- Le financement intégral de la Prestation canadienne pour personnes handicapées (PCH), afin que toutes les personnes handicapées puissent vivre dans la dignité et s'épanouir. Étant donné que 40 % des Canadiens vivant dans la pauvreté sont des personnes handicapées, cela ferait une différence tangible dans le taux de pauvreté global du Canada, tout en créant un élan vers un revenu vital garanti transformateur, qui éliminerait la pauvreté dans tous les groupes démographiques.
- **Modifier la législation sur l'assistance médicale à mourir (AMM)**, afin d'interdire aux professionnels de la santé de proposer l'AMM lorsque la mort n'est pas raisonnablement prévisible (c'est-à-dire, "voie 2", invalidité permanente). Sur la voie 1 (où la mort est raisonnablement prévisible), proposer le choix de l'AMM est acceptable et compatissant. Sur la voie 2, de telles suggestions sont dévalorisantes et coercitives : la question ne devrait être soulevée que par la personne handicapée elle-même.



Une vie professionnelle qui favorise le bien-être

- **Vers une semaine de travail de 4 jours.** Le temps consacré aux loisirs n'a cessé de diminuer au cours des quatre dernières décennies. Les travailleurs devraient pouvoir profiter des gains de productivité permis par les avancées technologiques, nos vies étant rendues plus faciles et moins stressantes, ce qui libère plus de temps pour la famille, les loisirs et la santé.
- **Un minimum de 4 semaines de vacances et de 10 jours de maladie payé par an,** ce qui place le Canada dans la moyenne des pays de l'OCDE.
- **Des salaires minimums viables,** dans tout le pays : un travail à temps plein devrait toujours suffire à payer les factures.

Une profonde réforme fiscale

La dernière Commission fédérale de l'impôt remonte aux années 1960, de sorte que la réforme de notre système fiscal se fait attendre depuis longtemps. Il est temps d'établir une commission indépendante chargée d'analyser le système fiscal pour en vérifier l'équité et l'accessibilité, et de proposer des changements qui permettront au Canada de relever les défis des 50 prochaines années. Les concepts clés que nous voulons faire avancer dans la réforme fiscale sont les suivants :

- **"Taxer les mauvaises choses, pas les bonnes" :** à l'heure actuelle, la fiscalité est principalement prélevée sur les choses qui sont socialement bénéfiques : emplois, entreprises, biens et services. En déplaçant la charge fiscale vers la propriété foncière privée, l'extraction des ressources naturelles, la pollution de notre environnement commun et l'accumulation excessive de richesses, nous pouvons modifier les incitations économiques et améliorer les résultats environnementaux, sociaux et économiques.
- **S'attaquer à l'inégalité des revenus, du haut en bas de l'échelle :**
 - Imposer des impôts sur la fortune et les successions élevés et progressifs sur la valeur nette et les successions supérieures à 10 millions de dollars, et 100 % sur la fortune et les successions au-delà d'un certain plafond ;
 - Supprimer l'impôt sur le revenu pour les personnes gagnant moins qu'un revenu viable, et réduire la charge fiscale qui pèse sur les personnes gagnant moins que la moyenne.

APPROFONDIR NOTRE DÉMOCRATIE

15

Lorsque les communautés de tout le pays commenceront à exiger plus d'engagements, plus de responsabilités et une représentation plus fidèle de leurs élus, nous serons sur la bonne voie pour réformer la façon dont nous faisons de la politique dans ce pays.

La démocratie participative est une valeur fondamentale des Verts. Les Verts savent qu'une démocratie saine nécessite une communauté informée qui peut s'engager activement avec ses représentants et leur demander des comptes.

Ce n'est un secret pour personne que l'ère actuelle de la démocratie canadienne est marquée par le désespoir, le désengagement et la désillusion à l'égard de nos institutions démocratiques : la polarisation et la déconnexion croissantes les unes des autres. La désinformation tourbillonnante et les échos quasi incontournables des médias sociaux. La normalisation de la haine, de la colère et du harcèlement dans le discours public. Le sentiment que l'argent contrôle la politique et que les individus ne peuvent pas faire la différence.

Tout cela a pour effet d'affaiblir notre démocratie et de détourner les jeunes, en particulier, de l'envie de s'impliquer dans le processus politique.

Il est facile de comprendre pourquoi de nombreux Canadiens se tournent vers ces politiciens de droite qui promettent allègrement de démolir complètement nos systèmes démocratiques affaiblis. Mais nous savons que suivre la voie qu'ils proposent serait un retour au féodalisme : la domination des puissants économiquement, sur le reste d'entre nous. Nous, les Verts, pouvons offrir aux électeurs frustrés une vraie solution, en faisant le dur travail de construire une démocratie qui réponde vraiment à la volonté des citoyens autonomes.



Représentation proportionnelle

La mise en œuvre de la représentation proportionnelle serait une condition non négociable de notre soutien dans tout accord de confiance et d'approvisionnement, si les Verts sont élus à l'équilibre du pouvoir.

Les sondages montrent régulièrement qu'une majorité de Canadiens sont favorables à un passage à des systèmes électoraux équitables, afin de stabiliser et de revitaliser notre démocratie à long terme. Nous mènerons avec audace et confiance ce domaine de force pour le parti, en annonçant cette position de négociation avant une élection, forçant les autres partis politiques à réagir.

Nous demanderons la convocation d'une Assemblée nationale de citoyens, composée de citoyens choisis au hasard, afin de parvenir à un consensus sur un modèle spécifique de représentation proportionnelle pour le Canada. Cela résout le conflits d'intérêt inhérent au fait que les politiciens redéfinissent le système qui les a élus.

Démocratie délibérative et responsable

- Développer l'utilisation des assemblées citoyennes pour aborder des questions sensibles et polarisées que les élus ont évitées. Les assemblées de citoyens, comme celle de l'Irlande en 2016-18, sont constituées de groupes de citoyens choisis au hasard. Elles sont équitables et diverses, exemptes d'ingérence politique ou de désinformation, délibérantes et axées sur le consensus, et agissent dans l'intérêt public.
- Inscrire la convocation régulière d'assemblées publiques d'électeurs dans les responsabilités officielles de chaque député élu.

Soutenir l'autonomisation et la représentation des jeunes en politique

- Créer des conseils fédéraux de la jeunesse dans chaque province canadienne
- Financer des programmes de formation en éducation civique
- Tenir une convention nationale annuelle sur la politique des jeunes - à la fois pour renforcer les capacités civiques et l'engagement des jeunes Canadiens, et pour bénéficier de leurs perspectives uniques.
- Abaisser l'âge du vote à 16 ans : si tu peux conduire, tu peux voter !

Ramener le financement politique aux principes démocratiques :

Nous allons uniformiser les règles du jeu en réduisant l'influence des Canadiens les plus riches sur la politique :

- Rétablir la subvention par vote, fixée à 4 \$ par vote.
- Abaisser à 500 \$ le montant maximal des dons partisans des particuliers
- Rendre les contributions politiques remboursables par l'impôt, et non seulement un crédit d'impôt, afin que les donateurs à faible revenu bénéficient d'un avantage égal.

Vers une société postcoloniale : soutenir la revitalisation de l'autonomie autochtone

La renaissance autochtone au Canada est déjà bien entamée. Le soutien au processus de guérison et de réconciliation sera un projet permanent au cours des prochaines décennies et offre une occasion unique de faire évoluer la culture canadienne vers celle d'une "nation de nations" inclusive et postcoloniale.

Le Canada doit soutenir les Premières Nations qui souhaitent se libérer de la Loi sur les Indiens datant de l'époque coloniale, en appuyant un processus dirigé par les Autochtones visant à rétablir une véritable autonomie. L'autodétermination, le respect et le consentement seront essentiels pour établir de véritables relations de nation à nation.



facebook.com/keenanwalcott



[@keenanwalcott](https://twitter.com/keenanwalcott)



fr.KeenanWalcott.ca